

# Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale  
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

## Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

Dossier complet le :

N° d'enregistrement :

### 1. Intitulé du projet

Projet d'extension de la plateforme de messagerie DPD de Saint Rambert d'Albon (26)

### 2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

#### 2.1 Personne physique

Nom

Prénom

#### 2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

DPD FRANCE

Nom, prénom et qualité de la personne  
habilitée à représenter la personne morale

Monsieur Paul CERTAIN, Directeur immobilier et schéma industriel

RCS / SIRET

4 4 4 4 2 0 8 3 0 0 1 1 1 7

Forme juridique SAS

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

### 3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
Rubrique n°39.a)	Surface plancher totale de 11 230 m <sup>2</sup> (supérieur à 10 000m <sup>2</sup> )
IOTA 2.5.1.0	Surface concernée : 15,5 ha (régime déclaration)

### 4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

#### 4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet consiste en l'extension de la plateforme de messagerie de Saint Rambert d'Albon (26) via la construction de deux nouveaux halls industriels en mitoyenneté de bâtiments existants. La surface au sol de ces nouveaux bâtiments est d'environ 7400 m<sup>2</sup>. Construites sur le même schéma que la halle existante, les deux nouvelles halles abriteront un process industriel faisant transiter les colis au sein du bâtiment afin d'en organiser le tri. Les bâtiments n'ont pas vocation à accueillir de public (non ERP)

Seront également construits :

- un bâtiment à usage de vestiaires et de poste de contrôle,
- un parking de 100 places,
- un bassin de rétention des eaux pluviales,
- un bassin de réserve d'eau incendie supplémentaire.

Le projet inclut également la destruction et reconstruction d'une partie des bâtiments existants (bureaux et guérite).

#### 4.2 Objectifs du projet

L'objectif du projet est l'extension d'une plateforme de messagerie permettant de répondre au besoin de distribution de petits colis de professionnel à professionnel dont l'activité est en constante augmentation.

Ce projet permettra de passer d'une capacité de tri de 60 000 colis/jour à 150 000 colis/jour.

#### 4.3 Décrivez sommairement le projet

##### 4.3.1 dans sa phase travaux

L'opération consiste à construire, par extension d'un premier bâtiment, un ensemble de bâtiments permettant le fonctionnement logistique du site :

1. Le bâtiment principal (halle de tri) est une juxtaposition de trois parallélépipèdes (271 m de long dont 102 m existants) abritant le process industriel (machine de tri entièrement automatisée). Les plus grandes façades sont percées de nombreuses portes sectionnelles (quais poids lourds et quais VL) permettant la mise à quais de caisses (quais en fosse) et de véhicules légers, organisées selon des zones de déchargement et de rechargement ;
2. Le bâtiment bureaux, en R+1, accolé à façade Sud-Ouest de la halle, où sont regroupés des bureaux et des locaux sociaux;
3. Une guérite d'entrée/sortie, point névralgique du fonctionnement du site, puisque c'est le point de passage obligé de l'ensemble des flux logistiques. Tous les véhicules de transport entrants sont scannés et orientés vers les quais numérotés en fonction de leur chargement. Tous les flux sortants sont également scannés.
4. Un bâtiment en simple rez de chaussée, composé des vestiaires et du PC sécurité, situé à l'écart du process logistique et à proximité de l'entrée;
5. Un atelier de réparation des caisses mobiles, existant non modifié, attenant à la halle existante au Nord-Ouest.
6. Une aire de stationnement 2 roues située près de la zone stationnement VL, réservé au personnel ;
7. Une zone de 100 stationnements VL indépendante à proximité de l'entrée du site;
8. L'aire extérieure d'évolution logistique (circulation des véhicules de transport) ;
9. Deux zones de 14 & 9 places de stationnements Poids-Lourds, au Sud et à l'Est.
10. Une aire de stockage des conteneurs à déchets ménagers (tri sélectif) positionnée en arrière du site, non visible du domaine public.

Il s'agit de travaux classiques de BTP pour un bâtiment industriel.

##### 4.3.2 dans sa phase d'exploitation

La phase d'exploitation sera identique à celle avant les travaux : l'exploitation d'une plateforme de messagerie :

Le site fonctionne la nuit. L'activité débute généralement vers 18 heures pour se terminer aux alentours de 4 heures.

A leur arrivée sur site, les caisses de transport sont mises à quais (quais en fosse, zone de déchargement) où des opérateurs déchargent leur contenu sur des convoyeurs (tapis roulants). Les colis, pré-triés par un troisième opérateurs progressent automatiquement vers un portique de lecture qui scanne le colis et définit le quai de chargement vers lequel le colis est acheminé par tapis roulant pour son rechargement par des opérateurs dans une nouvelle caisse. Une fois pleine, cette caisse sera acheminée vers sa destination pour la distribution de son contenu.

Une présence humaine est assurée en journée pour des opérations de maintenance de l'outil industriel et la réparation des caisses mobiles endommagées.

Le projet ne modifie pas le principe général de fonctionnement du site actuel dans sa phase exploitation.

**4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?**

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Le projet est soumis à permis de construire, conformément au Code de l'Urbanisme.

Le projet doit également faire l'objet d'un dossier loi sur l'eau au titre de la rubrique 2.1.5.0.

Selon les seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du Code de l'Environnement, le projet est soumis à examen au cas par cas selon la rubrique 39°) a. « Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. \* 420-1 du code de l'urbanisme comprise entre 10 000 et 40 000 m<sup>2</sup>. »

**4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées**

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Surface existante avant travaux	3 612 m <sup>2</sup>
Surfaces créées	7 853 m <sup>2</sup>
Surface supprimée	235 m <sup>2</sup>
Surface totale du projet (bâti)	11 230 m <sup>2</sup>

**4.6 Localisation du projet**

Adresse et commune(s)  
d'implantation

Les Fouillousses Nord  
26140 Saint-Rambert d'Albon

Coordonnées géographiques<sup>1</sup>

Long. 4 5° 17' 00" N Lat. 04° 49' 47" E

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b) 9° a), b), c), d), 10°, 11° a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. \_\_\_° \_\_\_' \_\_\_" Lat. \_\_\_° \_\_\_' \_\_\_"

Point d'arrivée :

Long. \_\_\_° \_\_\_' \_\_\_" Lat. \_\_\_° \_\_\_' \_\_\_"

Communes traversées :

Saint-Rambert d'Albon

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui ☒

Non ☐

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui ☐

Non ☒

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

<sup>1</sup> Pour l'outre-mer, voir notice explicative

## 5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site du projet est en dehors de toute ZNIEFF. La ZNIEFF de type 2 la plus proche est située à environ 1 km à l'ouest (ZNIEFF n°820030923 "Corniche du Rhône et ensemble des valons rhodaniens de St Pierre de boeuf à Tournon"). Les ZNIEFF de type 1 les plus proches sont situées à 1,5 km au nord-ouest et à 2,7 km à l'ouest. (ZNIEFF n°820030056 " Ile de la sainte et restitution de sablons" et ZNIEFF n° 820030918 "Côte de vial, côte de panel")
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Un Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE) de la Drôme pour la période 2015-2018 a été approuvé le 08/01/2016 et précise que "A Saint Rambert d'Albon, un secteur fait l'objet d'une double exposition liée à la proximité de l'A7 et de la RN7". Le site se trouve en dehors de la zone du PEB de l'aérodrome de Saint-Rambert d'Albon.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site est éloigné des sites remarquables. Le monument historique le plus proche se trouve au-delà de la zone d'activité, à plus de 500 m au sud-ouest (Identifiant 051MH02 "Ancien bas à traile").
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La zone humide la plus proche du site se situe à 1,5 km à l'ouest du site (zone humide "Les Sarrazinières")

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?  Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	D'après les données de mars 2017 du DDT de la Drôme et le site Géorisques, la commune est couverte par - un PPRN inondation approuvé le 27/02/2001; - un PSS (Plan des Surfaces Submersibles) approuvé le 27/08/1981.  La commune n'est pas couverte par un PPRT.
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'est pas positionné sur un site pollué.  BASOL (sites et sols pollués ou potentiellement pollués): 2 sites recensés sur la commune de Saint-Rambert d'Albon, dont le site SODIPEC situé à 500 m au sud-ouest du site concerné notamment par une pollution aux phtalates.
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	D'après le DDT de la Drôme, la commune n'est pas située dans une zone de répartition des eaux.
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Deux captages d'alimentation en eau potable sont localisés dans la commune de Saint-Rambert d'Albon à plus de 1 km au nord du site : aucune zone de protection n'est mentionnée dans la base de données ADES.
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun site inscrit n'est recensé sur la commune de Saint-Rambert d'Albon.
<b>Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :</b>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>Lequel et à quelle distance ?</b>
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet ne se situe pas sur un site Natura 2000. Les sites Natura 2000 les plus proches sont localisés à - 1,5 km au nord-ouest du site concernant le ZPS "Ile de la Platière" (FR 8212012). - 1,5 km à l'ouest concernant le ZSC "Affluents rive droite du Rhône"(FR8201663).
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun site classé n'est recensé sur la commune de Saint-Rambert d'Albon.

**6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles**

**6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?**

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
<b>Ressources</b>	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les travaux prévus engendreront des déblais excédentaires de faible quantité, liés à la démolition d'une partie du bâtiment existant. Le terrain présente une déclivité quasi nulle, permettant de limiter la quantité de déblais. Un équilibrage des déblais/remblais sera prévu sur le site.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	A l'exception de matériaux de construction, nécessaire pour l'extension des bâtiments, la plateforme de cross docking DPD n'utilise pas de ressources naturelles du sol ou du sous-sol pour son fonctionnement.
<b>Milieu naturel</b>	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet n'est pas situé sur des continuités écologiques ou sur un réservoir de biodiversité. Le site est situé à proximité immédiate d'une zone concernée par la Stratégie de Création des Aires Protégées de Rhône-Alpes (zone à enjeux modérés).
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les zones Natura 2000 les plus proches sont situées à 1,5 km du site au nord-ouest du site. Compte-tenu des activités et de la distance d'éloignement, le site n'est pas susceptible d'avoir d'impact sur ces zones.

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Il n'a pas été identifié de zones à sensibilité particulière dans le point 5.2 du présent formulaire.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	D'après le PLU de Saint-Rambert-d'Albon, le projet est situé sur une parcelle classée comme étant une "Zone à Urbaniser Ouverte - Axe 7 ZAD 1(OAP)", dans le cadre du développement du Parc d'Activité Nord Drôme Ardèche (PANDA), le long de l'autoroute A7. Cependant, la parcelle concernée par le projet est une parcelle agricole (plantation de poiriers).
<b>Risques</b>	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet n'est pas situé dans le périmètre d'un PPRT. Sur la commune de Saint-Rambert d'Albon, le risque TMD concerne le transport de matières dangereuses et la présence de gazoduc. Cependant, selon le site Géorisques, les gazoducs les plus proches sont localisés à environ 1,4 km au sud du site à la limite de la commune et donc relativement éloignés du projet. Le commune est également concernée par le risque nucléaire lié à la présence de l'Installation Nucléaire de Base (INB) de Saint-Alban.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune de Saint-Rambert d'Albon est concernée par les risques suivants : - risque inondation lié à la rupture d'un barrage : inondation par ondes de submersion ; - risque retrait-gonflements des sols argileux : aléa faible ; - risque sismique : zone de sismicité niveau 3 (modérée). Cependant le projet en lui-même n'est pas situé dans une zone concernée par le risque inondation.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Le projet concerne l'extension d'une plateforme de tri de colis et n'est par conséquent pas susceptible d'engendrer des risques sanitaires majeurs outre le risque d'émission de polluants liés à la circulation des camions qui sera doublée dans le cadre de ce projet.
<b>Nuisances</b>	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les travaux entraîneront un trafic lié aux apports de matériaux de construction. Cependant ces travaux sont limités en volume et dans le temps. L'augmentation de la capacité de tri du site entraînera la multiplication par deux du trafic lié aux apports de colis. Voir annexe 6 pour plus de détail.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Le projet se situe hors de la zone concernée par les nuisances sonores. Le projet sera source de bruit pendant la phase de travaux, qui aura lieu uniquement en horaire de jour, hors week-end et jours fériés. En phase d'exploitation, le transit des camions peut être source de nuisance sonore. Cependant, les habitations les plus proches sont localisées à environ 400 m du site.

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	L'activité de la plateforme de cross docking concerne le tri de petits colis et n'est donc pas génératrice de nuisance olfactive. L'activité de la plateforme de cross docking sera effectuée à l'intérieur d'un bâtiment fermé et ne génère ni fumée, ni vapeur, ni odeur.
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Les machines de tri des colis sont susceptibles d'engendrer des vibrations, mais celles-ci seront limitées. Les équipements seront conformes aux exigences réglementaires en vigueur. Les principales sources de vibrations à proximité sont la circulation sur les axes routiers et, potentiellement, les installations industrielles aux alentours.
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Les émissions lumineuses seront comme actuellement, limitées à l'éclairage extérieur du site et aux phares des véhicules, pendant le fonctionnement du site entre 18h et 4h.
<b>Emissions</b>	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les activités de la plateforme de cross docking peuvent être à l'origine d'émissions de poussières, du fait de la circulation des engins de transport. Cependant, les voies d'accès étant goudronnées, les émissions de poussière sont très limitées. Le process n'engendre pas de rejets dans l'air (pas de rejets canalisés ni d'émissions diffuses).
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Seules les eaux pluviales des toitures et voiries seront collectées et rejetées au milieu naturel via le bassin d'infiltration. Un séparateur d'hydrocarbure permettra de traiter ces effluents avant rejet au milieu naturel.  Les autres effluents du sites seront rejetés au réseau d'assainissement de la ZAC.
	Engendre-t-il des effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les travaux engendreront des déchets de chantiers, qui seront gérés conformément à la réglementation. Un plan de gestion des déchets de chantier sera élaboré. L'exploitation du site engendre une production de déchets liées aux locaux administratifs (sanitaires, reste de repas,...). Les déchets non dangereux seront dirigés vers une installation autorisée et les déchets dangereux d'exploitation (huiles mécaniques par exemple) vers des filières agréées. La quantité de déchets générés reste cependant très limitée.

<b>Patrimoine / Cadre de vie / Population</b>	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le projet respecte les règles d'alignement, de distance et de hauteur imposé par le PLU. Un travail d'intégration architecturale et paysagère a été réalisé. Le projet n'aura pas d'impact particulier vis à vis du patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet d'extension engendre une modification d'usage des sols puisque les nouveaux bâtiments seront construits sur une zone actuellement dédiée à la culture des poires.

**6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?**

Oui ☒ Non ☐ Si oui, décrivez lesquelles :

Le site de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes a permis d'identifier deux projets dont les incidences sont susceptibles d'être cumulées avec celui du présent dossier Il s'agit de s'agit :

- du projet de construction et d'exploitation d'un entrepôt logistique, également situé dans le parc d'activité PANDA;
- du projet d'extension d'un entrepôt et d'installation de panneaux solaires PV .

Ces projets, cumulés à celui du présent projet, est susceptible :

- d'impacter le trafic, en doublant le transit de poids-lourds ;
- d'impacter l'ambiance sonore, notamment en phase de travaux.

**6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?**

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

Le projet n'est pas situé à proximité d'une zone frontalière.

Les effets du projets concernent les abords proches du projet, voir un périmètre élargi pour certains aspects comme le trafic lié au transport des colis.

Les impacts relatifs aux colis à destination de l'étranger seront très faibles au regard du trafic existant entre la France et les pays voisins.

**6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :**

Au regard de l'étude réalisée au 6.1, les impacts susceptibles d'être engendrés par le projet sont limités. Ils sont principalement dues au trafic de poids-lourds tant en phase de travaux qu'exploitation :

- Augmentation du trafic (Voir annexe 6 pour plus de détails) ;
- Nuisances sonores et vibratoires liées à l'augmentation du trafic ;
- Émissions de gaz à effet de serre liées à l'augmentation du trafic.

**7. Auto-évaluation (facultatif)**

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Au vue du présent formulaire, le projet n'engendre que peu d'impacts qui sont principalement liés au trafic de poids-lourds. Il n'apparaît par conséquent pas nécessaire de compléter la présente étude par une étude d'impact.

Le projet concerne une zone comme étant à urbaniser, selon le PLU, dans le cadre du développement du Parc d'Activité Nord Drôme Ardèche, le long de l'autoroute A7.

Par ailleurs, le projet se situe au sein d'une zone d'activité possédant déjà plusieurs installations industrielles.

**8. Annexes**

**8.1 Annexes obligatoires**

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - <b>non publié</b> ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), b), 9°a), b), c), d), 10°, 11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input type="checkbox"/>

## 8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
Annexe 6. Note de présentation du projet.

## 9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à

Tissy les Molineaux

le,

18/12/18

Signature



